

GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE
DE LYON

DATE : 05/11/96
N° DE DEPOT : 16411
R.C.S. LYON :
N° DE GESTION: 96 B 02990

BORDEREAU INPI -DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

-----Nom et adresse de la Société -----

MUTERLOGER

9 IMP RONSARD
69330 JONAGE

Nous soussigné greffier du Tribunal de Commerce de LYON avons déposé à la date ci-dessus au rang de nos minutes :

Deux pièces

concernant la Société désignée ci-dessus et dont l'objet est le suivant:

ACTES CONSTITUTIFS

Statuts

Décision nommant dirigeants

STATUTS

Les soussignés,

Monsieur HENAUT Fabrice , domicilié 9 Impasse Ronsard 69330 Jonage, né le 30 janvier 1969 à Lille (59), de nationalité Française, marié sous le régime de la séparation de biens par contrat en date du 16 juillet 1994.

Monsieur JUSTAMON Jean louis, domicilié 9 Rue Noël Perrotot 01460 Montréal la cluse, né le 17 Mai 1944 à Orange (84), de nationalité Française, marié sous le régime de la séparation de biens par contrat en date du 23 décembre 1967

La société PELLEGRINI , SARL au capital de 250 000 frs, dont le siège social est le Landeyron Montréal 01460 Montréal la cluse, immatriculée au RCS : Bourg en Bresse sous le n° B 769 201 039, n° de gestion 69 B 103., représentée par Mr JUSTAMON Jean Louis spécialement habilité en tant que gérant.

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

CHAPITRE 1

FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL - EXERCICE SOCIAL - DUREE .

ARTICLE 1 FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement , une société à responsabilités limitée, qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par la loi n° 66- 537 du 24 juillet 1966 et le décret du 23 mars 1967, modifiés, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

L'assistance, le conseil, la prestation de services, le négoce et la maîtrise d'oeuvres d'opérations dans le cadre de la mobilité géographique et professionnelle de personnels, tant en France qu'à l'étranger.

Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 3 DENOMINATION SOCIALE :

La société a pour dénomination sociale : **MUTERLOGER**

Tous les actes et les documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots " société à responsabilité limitée " ou des initiales " SARL " et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 SIEGE SOCIAL :

Le siège social est fixé à :

9 Impasse Ronsard 69330 Jonage

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville ou des départements limitrophes par simple décision de la gérance, et en tout autre endroit par décision extraordinaire :

- de l'assemblée des associés, en cas de pluralité d'associés

ARTICLE 5 EXERCICE SOCIAL

chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1 janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice sera clôturé le 31 décembre 1997.

ARTICLE 6 DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

CHAPITRE 2

APPORTS ET CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 APPORTS

Apports en espèces:

Les associés apportent à la société la somme *de 50000 frs (cinquante mille francs)*

Monsieur Fabrice HENAUT : 25000 frs (vingt cinq mille francs)

Monsieur Jean louis JUSTAMON:15000 frs (quinze mille francs)

Société PELLEGRINI : 10000 frs (dix mille francs)

Lesquelles sommes ont été déposées au crédit du compte n° *10228 07373 543967*
ouvert au nom de la société en formation auprès du crédit Mutuel *41-79*
d'Oyonnax.

Récapitulation des apports : apports en numéraire 50000 frs

Monsieur Fabrice HENAUT apporte *en espèces 25000 frs (vingt cinq mille francs)*

Monsieur Jean louis JUSTAMON apporte *en espèces 15000 frs (quinze mille francs)*

La Société PELLEGRINI apporte en espèces *10000 frs (dix mille francs)*

Total des apports formant le capital social : *50000 frs (cinquante mille francs)*

ARTICLE 8 CAPITAL SOCIAL :

Le capital social est fixé à la somme de 50000 frs.

Il est divisé en 500 parts de 100 francs, chacune , intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribués à chacun d'eux dans la proportion de leurs apports respectifs, à savoir :

à Monsieur Fabrice HENAUT250 parts
à monsieur Jean louis JUSTAMON150 parts
à la Société PELLEGRINI100 parts

Total des parts formant le capital social 500 parts

Conformément à l'article 38 de la loi du 24 juillet 1966, les soussignés déclarent expressément que ces parts sociales ont été réparties entre eux dans la proportion sus-indiquée et sont toutes entièrement libérées.

CHAPITRE III

Parts sociales - Cession de parts

ARTICLE 9 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations et confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions adoptées dans le cadre de ladite société.

ARTICLE 10 - FORME DES CESSIONS DE PARTS

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre faire l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

ARTICLE 11 - AGRÉMENT DES TIERS

Les parts sociales sont librement cessibles entre :

- associés

- /

- /

- /

Elles ne peuvent être transmises à des tiers, autres que les catégories visées ci-dessus, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 12 - DÉCÈS D'UN ASSOCIÉ

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé, sous condition de leur éventuel agrément tel que prévu à l'article 11 des présents statuts.

ARTICLE 13 - RÉUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

CHAPITRE IV

Gestion et contrôle de la société

Article 14 - GÉRANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisi(s) parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le ou les gérant(s) sont désignés pour la durée de la société ou pour un nombre déterminé d'exercices, par décision :

- des associés représentant plus de la moitié des parts sociales,
- ou de l'associé unique en cas d'EURL.

Ils peuvent être révoqués dans les mêmes conditions.

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à une rémunération fixe, proportionnelle ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

Article 15 - POUVOIRS ET RESPONSABILITÉ DE LA GÉRANCE

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs peuvent être limités dans l'acte de nomination.

Dans ses rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.

Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Article 16 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dès que la société atteint deux des trois seuils définis par l'article 12 du décret n° 67-236 modifié du 23 mars 1967, les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

CHAPITRE V

Conventions entre un gérant ou un associé et la société

ARTICLE 17 - CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés conformément à l'article 50 de la loi du 24 juillet 1966.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1^{er} du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 19 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIÉS

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 17. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

CHAPITRE VI

Décisions collectives Décisions de l'associé unique

ARTICLE 20 - DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la Loi. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises aux lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

ARTICLE 21 - PARTICIPATION DES ASSOCIÉS AUX DÉCISIONS

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

ARTICLE 22 - APPROBATION DES COMPTES

Chaque année il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

En cas d'associé unique, le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels sont établis par le gérant. L'associé unique approuve les comptes dans le délai de 6 mois à compter de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 23 - DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

ARTICLE 24 - DÉCISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société ou d'augmenter les engagements d'un associé,
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés,
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires,
- et, exceptionnellement, par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales pour les augmentations de capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.

ARTICLE 25 - CONSULTATIONS ÉCRITES - DÉCISIONS PAR ACTE

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

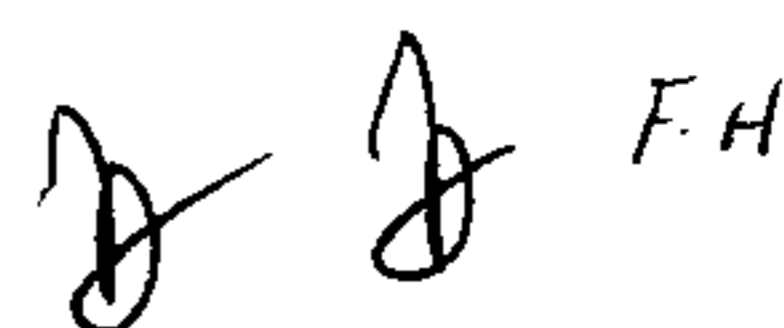
Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants sans pouvoir être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 23 et 24 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales.

 F.H

CHAPITRE VII

Affectation des résultats

ARTICLE 26 - AFFECTATION DES RÉSULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5% pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée Générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

Le prélèvement de 5% cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint le dixième du capital social.

L'Assemblée Générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

  F..H

CHAPITRE VIII

Transformation - Dissolution

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leur fonction conformément à la loi.

ARTICLE 29 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

A défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la vie de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

 F.H

CHAPITRE IX

Jouissance de la personnalité morale

ARTICLE 31 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour pour le compte de la société en formation, lesquels sont relatés dans un état ci-annexé.

Toutes ces opérations et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La gérance est par ailleurs expressément habilitée entre la signature des statuts et l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés à passer tous actes et à souscrire tous engagements entrant dans l'objet social et conformes aux intérêts de la société.

Ces engagements seront réputés avoir été dès l'origine souscrits par la société après vérification et approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire des Associés tenue au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 32 - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au gérant ou à son mandataire à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

Fait à *Montréal La Cluse*
Le *Samеди 26 Octobre 1996*

En quatre exemplaires originaux

Fabrice HENAUT
Henaut
Lu et approuvé

Lu et approuvé
Henaut

Lu et approuvé

DEPOSE EN PATENTE
29 OCT. 1996
343 3
Reçu *cinq cents francs*
G. BENOITO

Entreprise de Bâtiments et P.P.
A. PELLEGRINI S.A.R.L.
01400 MONTREAL-LA-CLUSE
Tél. 74 76 70 53 - Fax. 74 76 19 72

Nombre d'annexes :

Décision collective de nomination Du premier gérant pour une SARL

Les soussignés,

Monsieur Fabrice HENAUT demeurant à Jonage , 9 impasse ronsard
69330 Jonage

Monsieur Jean Louis JUSTAMON demeurant à Montréal la cluse, rue
Noël Perrotot ,01460 Montréal la cluse.

La société PELLEGRINI représentée par son gérant spécialement
habilité Monsieur Jean Louis JUSTAMON

SARL au capital de 250000 frs dont le siège social est le Landeyron
Montréal , 01460 Montréal la cluse.

agissant en qualité d'associés fondateurs de la société

MUTERLOGER

Société à responsabilité limitée, en formation, au capital de 50000 frs
dont le siège social est fixé à Jonage, 9 Impasse Ronsard 69330

Jonage

ont procédé à la nomination du premier gérant :

=> Monsieur Fabrice HENAUT né le 30 janvier 1969 à Lille de
nationalité Française, demeurant 9 Impasse Ronsard à Jonage 69330

=> Monsieur Fabrice HENAUT est nommé gérant de la société pour
une durée indéterminée.

=> Dans ses rapports avec les tiers de bonne foi, le gérant est investi
des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au
nom de la société.

=> Dans ses rapports avec les associés, le gérant a tous pouvoirs pour
engager la société.

=> En rémunération de ses fonctions et des responsabilités en
découlant, le gérant recevra une somme mensuelle déterminée
ultérieurement.

=> Monsieur Fabrice HENAUT déclare accepter ces fonctions et ne
tomber sous le coup d'aucune incompatibilité , interdiction ou
déchéance prévue par la loi.

Fait à Montréal la cluse, le samedi 26 octobre 1996

*Bon pour Acceptation des
Fonctions de gérant
Fabrice HENAUT
HENAUT*



Entreprise de Bâtiements A.P.P.
A. PELLEGRINI S.R.L.
01460 MONTRÉAL-LA-CLUSE
Tél. 74 76 10 53 - Fax. 74 76 19 72

Dénomination : **MUTERLOGER**

Société à responsabilité limitée en formation

au capital de 50000 frs

Siège social : 9 Impasse Ronsard 69330 Jonage

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION :

Etat récapitulatif des actes accomplis pour le compte de la société en formation par Monsieur Fabrice HENAUT demeurant 9 impasse Ronsard 69330 Jonage

Le soussigné, agissant en tant que co-fondateur de la société **MUTERLOGER**, SARL au capital de 50000 frs, déclare avoir pris personnellement, en vue de la création de ladite société, les engagements ci après énumérés :

Date	Dénomination	Prix H.T.	TVA	Prix T.T.C.
29/08/96	RV CCI Lyon	165.84	34.16	200 frs
22/10/96	RV CCI Lyon	331.68	68.32	400 frs
23/10/96	CCI Lyon (statuts)	99.50	20.50	120 frs

En application de l'article 5, alinéa de la loi du 24 juillet 1966 et conformément à l'article 26 du décret du 23 mars 1967, le présent état qui tient l'énumération intégrale des engagements pris par Monsieur Fabrice HENAUT pour le compte de la société en formation et repris par ladite société a été communiqué aux futurs associés.

Fait à Montréal la cluse, le samedi 26 octobre 1996

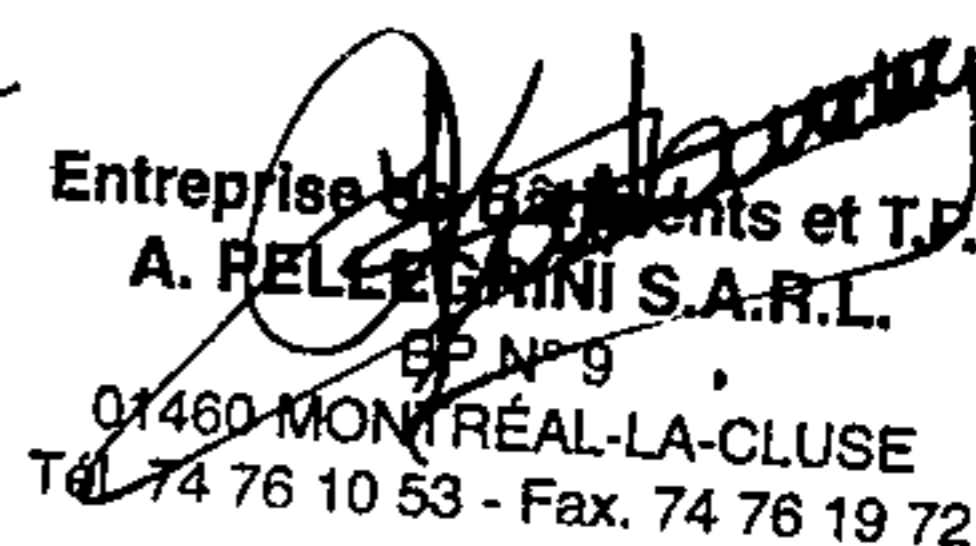
Lu et approuvé
Fabrice HENAUT



Lu et approuvé



Lu et approuvé



Entreprise de Bâtiements et T.P.
A. RELLEGANI S.A.R.L.
EP N° 9
01460 MONTRÉAL-LA-CLUSE
Tél. 74 76 10 53 - Fax. 74 76 19 72